

**Convention de délégation de gestion des fonctions de conseil, de gestion des procédures douanières et de contrôle, concernant les établissements repris en annexe, entre le directeur interrégional des douanes et droits indirects d'Île-de-France et le directeur interrégional des douanes et droits indirects de Paris-Aéroports**

Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État modifié ;

Vu le décret n° 2007-1665 du 26 novembre 2007 relatif à l'organisation des services déconcentrés de la direction générale des douanes et droits indirects modifié ;

La présente délégation est conclue entre :

le directeur interrégional des douanes et droits indirects d'Île-de-France, désigné sous le terme de « délégrant », d'une part ;

et

le directeur interrégional des douanes et droits indirects de Paris-Aéroports, désigné sous le terme de « délégataire », d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

**Préambule**

*Le décret n° 2007-1665 du 26 novembre 2007 définit le ressort territorial des directions interrégionales et de leurs directions régionales.*

*En matière de dédouanement, la direction régionale compétente pour la gestion d'un opérateur est celle dans le ressort de laquelle les marchandises sont présentées au dédouanement ou s'il s'agit d'un dédouanement centralisé (DCN), celle dans le ressort de laquelle les écritures douanières de l'opérateur relatives aux opérations en DCN sont accessibles. Toutefois, des assouplissements à cette règle de gestion peuvent être envisagés entre les directions interrégionales d'Île-de-France et de Paris-aéroports pour certains établissements situés en périphérie immédiate des enceintes aéroportuaires de Roissy et d'Orly.*

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet de la délégation**

Le délégant confie au délégataire les fonctions de conseil, de gestion des procédures douanières et de contrôle, ainsi que les procédures contentieuses éventuelles pour les établissements repris en annexe de cette convention.

### **Article 2 : Prestation confiée au délégataire**

Par la présente convention, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions précisées ci-après, les attributions découlant de la législation nationale ou de l'Union européenne et relevant du directeur interrégional.

À ce titre, le délégataire assurera les fonctions de conseil et d'accompagnement des opérateurs dans la mise en place et le suivi de ses procédures douanières pour les établissements repris en annexe de la présente convention.

Il assurera notamment l'instruction, la délivrance et le suivi de toute autorisation relative à l'activité douanière de l'établissement concerné et en particulier :

- l'autorisation de dédouanement centralisé,
- l'autorisation d'OEA
- l'autorisation d'installation de stockage temporaire (IST),
- les autorisations d'expéditeur et/ou destinataire agréé pour les locaux situés dans cet établissement,

Le délégant confie aussi au délégataire en son nom et pour son compte les fonctions de contrôle, la gestion des procédures contentieuses et recouvrement afférent éventuels ainsi que le traitement des demandes de remboursement.

### **Article 3 : Obligations du délégataire**

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Il s'engage à assurer les prestations qui relèvent de ses attributions et à maintenir les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations.

Le délégataire s'engage à informer le délégant de toute évolution portée à sa connaissance et de tout élément pouvant avoir des conséquences sur l'exécution de la présente convention.

### **Article 4 : Obligations du délégant**

Le délégant informe le délégataire de toute évolution portée à sa connaissance et de tout élément pouvant avoir des conséquences sur l'action du délégataire.

### **Article 5 : Modalités d'exécution de la délégation**

Le délégataire est autorisé à subdéléguer à ses subordonnés, sous sa responsabilité, la validation de tous les actes afférent à la délégation.

## **Article 6 : Modification du document**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation ainsi que de la liste des établissements figurant en son annexe fera l'objet d'un avenant dont un exemplaire sera transmis aux destinataires du présent document et aux bureaux « Organisation du réseau, performance, maîtrise des risques », « Animation et méthodes de travail des services » et « Politique du dédouanement » de la direction générale.

## **Article 7 : Durée, reconduction et résiliation du document**

Cette convention et son annexe prend effet dès sa signature par les parties concernées.

Elle sera reconduite tacitement, d'année en année, les conditions ayant présidé à la décision prise par le délégant de confier la gestion des établissements repris en annexe de cette convention au délégataire, devant faire l'objet d'un réexamen à **chaque audit triennal de suivi de l'autorisation d'OEA des sociétés** .



Le délégant et le bureau « Politique du dédouanement » (COMINT 1) de la direction générale seront informés sans délai des résultats de ce réexamen par le délégataire.

Il peut être mis fin à tout moment à la délégation de gestion, sur l'initiative d'une des parties signataires, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois. La dénonciation de la délégation de gestion doit prendre la forme d'une notification écrite.

## **Article 8 : publicité de la délégation**

La présente convention et son annexe font l'objet d'une publication au bulletin officiel des douanes.

Fait à Paris , le 22 novembre 2021

Le directeur interrégional des douanes et droits indirects d'Île-de-France,	Le directeur interrégional des douanes et droits indirects de Paris-Aéroports,
	
Gil LORENZO	Philippe LEGUÉ

**Annexe à la convention de délégation de gestion des fonctions de conseil, de gestion des procédures douanières et de contrôle, concernant les établissements repris ci-après, entre le directeur interrégional des douanes et droits indirects d'Île-de-France et le directeur interrégional des douanes et droits indirects de Paris-Aéroports**

<b>SOCIETE</b>	<b>Etablissement</b>	<b>Adresse</b>
<b>KWE</b>	378 919 872 00119	294 Avenue DU BOIS DE LA PIE, 93290 TREMBLAY-EN-FRANCE
<b>OEMServices</b>	480 489 400 00048	86 Route DE ROISSY, 93290 TREMBLAY-EN-FRANCE
<b>QUALITAIR AND SEA</b>	392 293 635 00109	4 Rue DU MEUNIER, 95700 ROISSY-EN-FRANCE
<b>EXACIEL</b>	414 256 537 00047	9 Rue DU NOYER, 95700 ROISSY-EN-FRANCE
<b>NNR Logistics France</b>	418 152 302 00059	Rue DU NOYER, 95700 ROISSY-EN-FRANCE
<b>NAVITRANS FRANCE</b>	347 920 209 00124	Rue DE LA CROIX, 95700 ROISSY EN FRANCE
<b>DACHSER</b>	546 650 334 01618	5 Rue DU NOYER, 95700 ROISSY-EN-FRANCE
<b>PARTNAIR &amp; SEA</b>	382 687 473 00084	10 Rue DU MEUNIER, 95700 ROISSY-EN-FRANCE
<b>EXCESS INTERNATIONAL</b>	384 590 840 00078	5 Rue DU MEUNIER, 95700 ROISSY-EN-FRANCE
<b>SAVINO DEL BENE</b>	403 939 333 00031	4 avenue de VALQUIOU 93290 TREMBLAY-EN-FRANCE
<b>SCHENKER FRANCE</b>	311 799 456 01412	17/19 rue du Kefir 94310 ORLY